Synthèse de la présentation

- Un projet de réécriture a été présenté et débattu en AG 2018 : reformulant en structurant le document par étapes de l'enquête publique.

Charte de déontologie des commissaires enquêteurs (projet de réécriture)

Avant sa désignation

• S'assure de l'absence de conflit d'intérêt (immédiate ou potentielle), que cet intérêt soit fonctionnel ou personnel, dès que sa désignation est envisagée, en se procurant si besoin le résumé" par "en consultant le résumé non technique ou la note de présentation du projet qui lui auront été adressés"

Est conscient qu'il exerce une mission de service public et que, dès lors qu'il a accepté une enquête, sa disponibilité, sauf cas de force majeure, doit être entière. Dernière ligne rayer "7" après "publique"

Dès sa désignation

• S'attache, en concertation avec l'autorité organisatrice de l'enquête et le maître d'ouvrage, à assurer une information complète du public et à faciliter sa participation, notamment grâce à la dématérialisation.

Au cours de l'enquête

• Veille à ce que du point de vue de son indépendance et de son impartialité, son comportement soit irréprochable pendant toute la durée de l'enquête.

• S'attache à donner une information complète au public en faisant preuve de neutralité, mais également d'écoute bienveillante et de courtoisie, vis-à-vis de toutes les catégories de personnes, particuliers ou associations, qu'il est amené à recevoir au cours de ses permanences.

• Evite que son attitude, donne l'impression de relations privilégiées avec toute partie intéressée à l'enquête (maître d'ouvrage, associations, public).

• Se montre vigilant à l'égard de toute tentative de pression individuelle ou collective, ou d'ingérence dans l'exercice de sa mission de quelque origine qu'elle soit.

• S'abstient de formuler publiquement une opinion personnelle sur le projet au cours de l'enquête.

• Fait un usage effectif et approprié de l'ensemble des pouvoirs qui lui sont désormais reconnus dans la conduite de l'enquête et qui en font un des acteurs de l'enquête publique.

• Affiche un comportement pendant l'enquête publique qui conforte et valorise auprès de l'autorité organisatrice, du maître d'ouvrage, du public et des medias, l'image de celle-ci.

• Exerce sa fonction de façon à permettre à l'enquête publique de se dérouler dans un climat favorable aux échanges et à la circulation de l'information.

l'enquête publique,
au cœur des projets

Charte de déontologie des commissaires enquêteurs (projet de réécriture)

A la clôture de l'enquête

• Rédige ses rapports et conclusions de façon à ce que leur contenu réponde aux exigences de sécurité juridique et aux attentes de ses différents destinataires. Il veille particulièrement à ce que ses conclusions soient compréhensibles par le public, et qu'elles apportent une valeur ajoutée au projet.

A l'issue de l'enquête

• Reste disponible pour procéder à un complément éventuel de ses conclusions à la demande du président du tribunal administratif.

• Reconnaît que sa mission lui impose un devoir de réserve et qu'il ne peut utiliser les informations recueillies au cours de l'enquête, ni sa qualité de commissaire enquêteur, à des fins personnelles.

Au sein d'une commission d'enquête

• Le président d'une commission d'enquête est responsable de l'organisation et du fonctionnement de la commission d'enquête mais il exerce cette responsabilité en concertation avec les membres de la commission. Il doit notamment veiller au caractère collégial du travail au sein de la commission, de la préparation de l'enquête à la rédaction du rapport et des conclusions.

• Les membres d'une commission d'enquête doivent respecter le caractère confidentiel des délibérations internes à la commission et s'engagent à n'exprimer que l'avis de la majorité de ses membres vis-à-vis de l'extérieur.

Formation

• Organise sa formation générale de façon à lui permettre de disposer d'un niveau de connaissances, en particulier dans le domaine du développement durable et de l'environnement, suffisantes pour formuler un avis résultant d'une réflexion personnelle de qualité.

• Utilise toutes les opportunités pour améliorer régulièrement ses connaissances techniques de la pratique de l'enquête publique et de la diffusion de l'information (animation de réunion publique, utilisation des outils numériques) ainsi que ses acquis dans les domaines juridiques et réglementaires nécessaires à l'exercice de cette fonction.

• Contribue à l'amélioration de la conduite des enquêtes publiques en participant à l'élaboration du retour d'expérience au sein de la compagnie par le biais de ses structures territoriales ou nationale.

➤ **D'autres supports existent**

- La Charte de Déontologie des CE de la Seine St Denis (2019)
- Le Vade-mecum élaboré par le TA de Nancy (2018)

➤ **Des pistes de réflexion sont formulées par le groupe de travail CNCE pour la révision du « code de déontologie et d'éthique »**

⇒ **Travailler sur le fond et la forme en partant du constat précédemment développé :**

- ✓ - quel titre ? Code ou Charte ? Ethique ou Déontologie ou les 2 ?
- quelle présentation ? Plus de concision ? Vers une simplification pour une lecture rapide et essentielle ? par exemple la Charte de Seine St Denis ?
- accentuer le formalisme- pragmatisme et lisibilité à rechercher ?
- renforcer l'engagement du CE ?
- impliquer tous les TA ? Pour plus de crédibilité ? Et de visibilité vis à vis d'autres observateurs ?
- jusqu'où peut aller son application ? Non renouvellement ? Radiation ?

⇒ **S'appuyer sur d'autres documents dont disposeraient les Cies : autres Codes partagés avec les TA ou les Préfectures** (comme ceux du 93 et du 54) => les collecter et impliquer les Présidents dans des petits groupes de réflexion d'une dizaine de personnes sous forme d'ateliers en présentiel avec animateur et rapporteur par exemple ?

- ✓ travail collectif/collégial permettant à chacun de mieux se connaître et de s'approprier le Code (adhérer)

⇒ **Ne pas s'interdire de revendiquer d'être force de proposition en matière d'Ethique et de Déontologie auprès de l'ETAT car nous sommes COSP, démarches auprès du MTES et des hauts magistrats de l'Ordre administratif: démarches auprès du Secrétaire Général des TA et CAA- comme pour la fiche de renseignement**

- ✓ ajouter dans l'attestation sur l'honneur, l'obligation de signer le Code CNCE pour ainsi renforcer l'engagement du CE, impliquer les TA et afficher nos valeurs vis à vis d'autres observateurs ?
- ✓ Alerter le secrétaire général des TA de notre démarche pour anticiper et ne pas se trouver en porte à faux par la suite (et se retrouver avec Codes comme pour le 93) ?